



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Emploi et activité

Question orale n° 127

Texte de la question

M. Jean Kiffer appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur sur la situation préoccupante de la sidérurgie en Lorraine. La faillite inéluctable de Saarstahl a retenti comme un échec deshonorant pour l'État français actionnaire. A cet égard, il aurait aimé savoir qui aujourd'hui va prendre en charge la dette, en plus du milliard et demi de francs perdu en compte courant. Si la direction de la sidérurgie a été entraînée malgré elle, contre l'avis du rapport Gandois, sur ordre du pouvoir à l'époque, il faut que cela se sache. Les leçons de cette mésaventure doivent être retenues afin de pouvoir se désengager définitivement de cette affaire. Il aimerait en outre le mettre en garde contre le piège consistant à nous faire croire qu'après une restructuration draconienne, la France aurait la possibilité de récupérer ses pertes. En effet, une telle éventualité ne pourrait se réaliser qu'au détriment d'Unimetal-Gandrange. La prudence s'impose aujourd'hui vis-à-vis de décideurs qui n'ont pas su appréhender cette déroute financière. Il lui demande donc si on ne devrait pas, au contraire, saisir cette occasion pour remettre en cause les accords sidérurgiques transfrontaliers, y compris en ce qui concerne les palplanches, qui, à l'évidence, reposaient sur des perspectives qui se sont révélées fausses. Ne serait-il pas souhaitable d'appliquer pour Unimetal-Gandrange le premier plan Francis Mer ? De plus, le Gouvernement pourrait-il lui faire part de ses intentions concernant le projet de transfert des sièges en province, qui permettrait de réduire les frais de leur emplacement actuel à Paris ? Par ailleurs, les mesures prises par la commission de Bruxelles quant à la frontière « passoire » européenne sont encore nettement insuffisantes. En conséquence, il aimerait savoir quels sont les moyens de pression mis en œuvre par le Gouvernement sur cette commission pour tenir compte du cri d'alarme lancé dans le rapport Arthuis sur la frontière « passoire » européenne. Enfin, au nom de la crédibilité, ne lui semble-t-il pas que la fermeture de la mine de Moyeuvre-Roncourt doit impérativement respecter le calendrier prévu ?

Données clés

Auteur : [M. Kiffer Jean](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 127

Rubrique : Sidérurgie

Ministère interrogé : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Ministère attributaire : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 juin 1993, page 1646

Réponse publiée le : 18 juin 1993, page

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 juin 1993